

TRIBUNE LIBRE

AVRIL 2020 | NUMÉRO 1

CORONAVIRUS

Le confinement, des millions de « sinistrés économiques ». Quelles implications socio-économiques ?

Un virus qui se propage et produit une crise sanitaire mondiale. Des dispositions draconiennes sont prises par différents pays, y compris le Maroc, pour « juguler » la prolifération de la pandémie. Les écoles et unités de production sont fermées et le confinement des gens dans leur maison est imposé par plusieurs pour limiter le développement exponentiel des cas atteints. Certes, le confinement est une mesure indispensable surtout avec le déficit des infrastructures médicales (plus ou moins grave selon les pays).

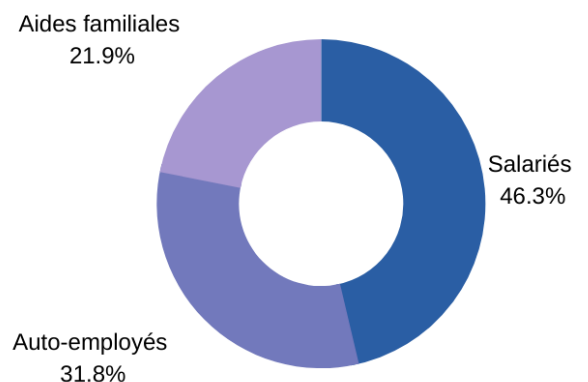
Néanmoins, ces mesures - notamment le confinement - ont des effets immédiats et dans le moyen et long terme sur l'économie et le fonctionnement des services publics et privés.

Le fonctionnement des économies repose principalement sur le travail qui produit des biens et services, et sur les unités de production qui génèrent des revenus et distribuent des salaires pour permettre à des personnes, des ménages de se procurer des biens et services pour satisfaire leurs besoins. Ceci se manifeste par une demande des achats exprimés sur le marché.

Or, si tous les individus d'un pays sont mis en confinement, une très grande majorité des travailleurs ne peuvent pas produire.

En conséquence, une grande partie de la population active ne peut générer un revenu ou recevoir un salaire ; elle se trouve dans l'impossibilité d'effectuer des achats de première nécessité. Dans le cas des économies en développement, notamment le Maroc, la majorité des travailleurs occupe des activités précaires, irrégulières, saisonnières et souvent dépendantes d'un travail à la tâche ou journalier. En grande partie, une majorité des travailleurs exerce dans le secteur informel et se trouve exposée à un risque de perte brusque de leur modeste revenu. L'ampleur du problème ressort clairement des données sur le marché du travail au Maroc.

Population active employée

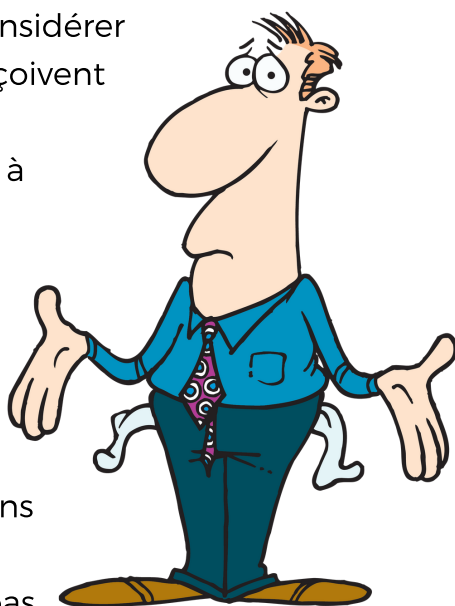


Que signifie le confinement pour les travailleurs et les entreprises ?

L'essentiel des travailleurs de l'informel sont exposés à l'arrêt de leur activité et à la disparition de leur revenu. Parmi les secteurs touchés, nous pouvons citer les transports, le tourisme, l'artisanat et l'agriculture de subsistance. Les activités de consommation ostentatoire sont également touchées.

Il faut également considérer des ménages qui reçoivent des transferts des marocains résidents à l'étranger ainsi que la baisse des transferts du fait de nos rapports structurels avec nos principaux partenaires européens est quasi certaine.

Ceci ne manquera pas d'affecter une partie non négligeable des ménages et de produire des effets néfastes sur la balance commerciale et de paiement sans oublier le fonctionnement de l'économie par ricochet. La baisse drastique ou la disparition des revenus pour une grande partie des ménages est un problème social majeur. Elle affecterait directement une fourchette comprise entre 5 et 9 millions de personnes et leurs familles, elle portera atteinte à des vies et à l'équilibre social du pays. Au-delà du problème humain et de l'urgence, c'est une question économique et d'avenir. Si la majorité des ménages et des entreprises viennent à connaître une baisse considérable de leurs revenus, ce qui est le cas, le fonctionnement



même de l'économie jugée vitale dans les conditions actuelles risque aussi d'être bloqué.

En outre, même dans l'éventualité d'un dépassement heureux de la crise sanitaire dû au COVID-19, nous risquons de vivre une période assez longue caractérisée par une demande très insuffisante : les gens et les entreprises n'auront pas assez de revenus et de liquidités, et auront en plus un comportement précautionneux qui celui de faire face aux achats incontournables !

Pour le moment, des programmes de soutien des personnes et des entreprises ayant subi des réductions drastiques de leur revenus sont nécessaires aussi bien du point de vue social et sécuritaire, que du point de vue économique.

L'initiative d'accorder 2000 dhs sur 3 mois pour les affiliés à la CNSS en chômage, est une bonne initiative. De même, il est positif d'accorder une aide variante entre 800 et 1200 dhs en fonction du nombre d'individus par ménage pour la population inscrite au Ramed. C'est un effort financier appréciable, mais pour la grande partie des bénéficiaires ceci est insuffisant même en retenant le seuil de pauvreté qui est de 20 dhs par jour et par personne.

Il faut espérer que la sortie de la crise sanitaire sera rapide parce qu'il sera difficile de maintenir des millions de gens sans travail. Les dépenses de l'Etat relevant du fonds spécial, sont aussi importantes pour soutenir et faciliter le démarrage économique après la crise sanitaire.

Au milieu de la crise, il s'avère nécessaire de mettre en évidence toute forme de solidarité dont les jeunes marocains ont fait preuve à l'égard des personnes en situation vulnérable et aussi des personnes âgées confinées, notamment en assurant la distribution des biens de première nécessité, faisant parvenir des produits multiples utiles pour l'économie et les gens.

TOUT EN AGISSANT DANS L'URGENCE, IL EST CRUCIAL DE CONSIDÉRER LES PERSPECTIVES DE RÉFORME.

Les interventions de l'Etat devraient être réalisées de *manière transparente et équitable*. Ce qui serait très dommageable, c'est que les gens sentent que les pouvoirs publics continuent à poursuivre des politiques inégalitaires et d'octroi de privilèges et favorisent telle ou telle catégorie sociale.

Une communication totale sur ce qui se fait notamment sur le fonds spécial coronavirus, les critères retenus doivent être disponibles en toute transparence.

Une communication totale sur ce qui se fait notamment sur le fonds spécial coronavirus, les critères retenus doivent être disponibles en toute transparence. La discussion de nombreuses autres questions liées aux réformes de structures indispensables s'impose. Il faut espérer que cette crise sera l'occasion de mettre sur la table cette fois ce qui est qualifié de «modèle» de développement économique et de stratégies politiques.

TRÈS RAPIDEMENT LES GENS SE POSERONT DES QUESTIONS SUR LES PRIORITÉS ET LES CHOIX EFFECTUÉS.

Ils se demanderont si des hôpitaux mieux équipés avec des ventilateurs ne sont pas plus essentiels que des palmiers, du gazon, des luminaires et projecteurs alignés sur des dizaines sinon des centaines de kilomètres (Rabat à titre d'exemple).

Le développement nécessite la définition des priorités en fonction des besoins des gens. Pour assurer des progrès dans cette direction, des réformes structurelles sont indispensables.



Dr. Azeddine Akesbi

Professeur d'économie, consultant, expert spécialiste en éducation, protection de l'enfance, économie de l'emploi et marché du travail, et formation professionnelle.